

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 30 novembre 2018

Contact presse
Ligue de l'enseignement
Marie-Sophie Thiroux
msthiroux@laligue.org
Tél. 01 43 58 97 39

Non à la révision de la loi de 1905 !

Des projets de révision de la loi de 1905 seraient à l'étude. S'il s'agit de mieux encadrer des dérives intégristes mettant en cause les principes et valeurs de la République, le titre V de la loi, intitulé *Police des cultes* fournit l'arsenal juridique suffisant. S'il s'agit de financer les cultes de quelque manière que ce soit, on entrerait alors dans une procédure concordataire que la loi de 1905 avait précisément pour but d'abolir.

Les organisations laïques soussignées, réunies le jeudi 22 novembre 2018 à Paris, mettent en garde contre toute modification de la loi de séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905, quelles qu'en soient les voies. Cette loi est un pilier fondamental de la République. Pour assurer à chaque citoyen la liberté de conscience, elle a instauré un juste équilibre entre la garantie du libre exercice des cultes et la neutralité confessionnelle de l'État.

Les organisations signataires rappellent donc solennellement l'intangibilité des principes solidairement posés par la loi :

Article 1 La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

Article 2 La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte.

Elles demandent, par-delà les débats inutiles que suscitent ces projets de révision, que soit déjà et complètement appliquée la loi.

Association des Universités
Populaires de France - AUPF



Centre d'Entraînement aux Méthodes
d'Education Active - CEMEA



Conseil National des Associations
Familiales Laïques - CNAFAL



Débats laïques



Éclaireuses Éclaireurs de France



Economie Sociale Partenaire de
l'Ecole de la République - ESPER



EGALE



Fédération de l'éducation de la
recherche et de la culture FERC-
CGT



Fédération des Aroéven-Foéven



Fédération des Autonomes de
Solidarité - FAS-USU



Fédération des Conseils de Parents
d'Elèves - FCPE



Fédération Française de l'Ordre
Maçonnique Mixte International
« Le Droit Humain »



Fédération Générale des Pupilles de
l'Enseignement Public



Fédération Générale des Retraités
de la Fonction Publique - FGR-FP



Fédération nationale de la Libre
Pensée



Francas



Fédération syndicale unitaire - FSU



Grande Loge Mixte de France -
GLMF



Grande Loge Mixte Universelle -
GLMU



Jeunesse Plein Air - JPA



Libres MarianneS



Ligue de l'enseignement



Ligue des Droits de l'Homme



Mouvement de la Paix



Mouvement contre le racisme et pour
l'amitié entre les peuples - MRAP



Mutuelle Générale de l'Éducation
Nationale - MGEN



Planning familial



Solidarité Laïque



Syndicat Administration et
Intendance - SIA-UNSA



Syndicat de l'Éducation Populaire -
UNSA



Syndicat de l'Inspection de
l'Éducation Nationale -
SI-EN UNSA Éducation



Syndicat des Enseignants - SE
UNSA



Syndicat National des Inspecteurs
d'Académies Inspecteurs
Pédagogiques Régionaux - SNIA-IPR



Syndicat National des Personnels de
Directions - SNPDEN



Syndicat national Force ouvrière des
lycées et collèges - SNFOLC



Union des Familles Laïques - UFAL



Union Rationaliste



UNSA Éducation

